

**special
EX - MIL**

**ESPAGNE
LIBERTAIRE
n° 00**



LA



VERITE

SUR LES

EMPRISONNES



DE



BARCELONE

SOMMAIRE

- INTRODUCTION P.1
- TEXTE FAIT EN PRISON (CARCEL MODELO DE BARCELONA) PAR LES MILITANTS DE L'EX-MIL ET G.A.C. P.1
- GANGSTERS OU REVOLUTIONNAIRES, TEXTE DE PRESENTATION DES POSITIONS DE L'EX-MIL ET GAC P.6
- TRADUCTION DE L'ACTE D'ACCUSATION P.15
- CONGRES D'AUTO-DISSOLUTION DU MIL P.20
- NOTE SUR LE PROCES " PUIG ANTICH " P.25
- COMMUNIQUE DES ARRETES DE L'EX-MIL-GROUPE
- AUTONOME D'INTERVENTION A PARIS P.26

Mardi 8 janvier, le conseil de guerre de Barcelone, au mépris de sa propre «légalité» fasciste a condamné à mort Salvador PUIG ANTICH, militant libertaire de l'ex-Mouvement Ibérique de Libération.

Deux autres militants de l'ex-MIL ont eux aussi été condamnés à de lourdes peines :

- José Luis Pons LLOBET (âgé de 18 ans) condamné à 30 ans de prison,
- María Augustia MATEOS FERNANDEZ (âgée de 17 ans) condamnée à 5 ans de prison.

Dans les jours à venir, d'autres peines de mort seront vraisemblablement requises contre d'autres militants de l'ex-MIL.

Une autre mort menace également ces militants : c'est la mort politique à laquelle l'Etat Franquiste a voulu les condamner en les faisant passer pour de simples gangsters.

Cette brochure a pour but de rétablir la vérité sur leurs activités en publiant certains textes de base du MIL et en apportant certaines précisions sur leurs actions.

Paris le 14 Janvier 1974



TEXTE FAIT EN PRISON PAR DES MILITANTS DE L'EX-MIL.

Dans la seconde partie des années 60, le mouvement révolutionnaire renait à l'échelle mondiale. Les grèves sauvages des mineurs de Limburg (Belgique 67), Mai 68 en France, automne chaud, 68 en Italie, la grève insurrectionnelle en Pologne en 1970, les mutins des ghettos nord américains, les révoltes dans les prisons françaises, italiennes, nord américaines etc ...

En bref des milliers de luttes dans toutes les parties du globe nous démontre une résurgence de la violence du mouvement révolutionnaire, qui se traduit par une indifférence totale envers les syndicats, lutte pour l'abolition de l'autorité et de la hiérarchie, sabotage du processus de production et des marchandises dans les entreprises ...

Cette forme de résurgence du mouvement révolutionnaire s'est produite en Espagne avec les luttes similaires à celles du monde : généralisation des comités et commissions d'entreprises dans la lutte permanente à la base, contre le système d'exploitation et l'oppression du capital, boycott total des syndicats (printemps 71), grèves sauvages et actions violentes des masses dans les fabriques et les quartiers (AEG de Tarassa, Harry Walker, Seat, Granada, Ferrol, San Adrian, Pamplona, ect...). Ces luttes se présentent comme une nécessité d'auto-organisation de la classe pour la destruction du système et de l'état capitaliste, pour la venue du communisme.

Dans cette résurgence du mouvement révolutionnaire, L'unique intervention des communistes, c'est la résolution des tâches et des problèmes posés dans le mouvement révolutionnaire réel dans sa lutte à la base.

La prolifération à l'échelle mondiale de groupes spécifiques répond aux besoins propres qu'ont les communistes pour la résolution de ces tâches dont la pratique s'adapte suivant leur position historico-géographique.

Le MIL est une des formes concrètes que prennent les groupes spécifiques en CATALOGNE pour développer leur rôle d'agitation par le moyen de l'acte et la parole. Avec l'apparition des premières grèves sauvages et des premières actions violentes de la classe, le MIL naît pour appuyer ces dites luttes. Cet appui et cette participation se traduisent par la parution des textes délibérément oubliés par la contre-révolution qui par leur nouveauté reposent le problème du communisme.

Pour les communistes aujourd'hui le problème de l'abolition du capital passe par la démystification du réformisme des groupes et groupuscules qui ne sont que l'extrême gauche du programme du capital. C'est la présence de ces vieilles idéologies, qui tentent de s'introduire comme avant-garde de la classe ouvrière qui nous oblige à en parler comme suit : de la stratégie de la misère à la misère de la stratégie.

La réalisation des tâches que nous nous sommes imposées exige un long processus de structuration.

Durant ces trois dernières années, le MIL a développé un travail d'agitation ainsi que ce travail de structuration.

De la même manière que les membres du MIL exproprièrent une banque, ils se voyaient obligés de rompre avec un groupe de base qui voulait transformer sa lutte révolutionnaire prolétarienne en un exemple de lutte à suivre et ainsi se groupuscularisant idéologiquement, ils se voyaient obligés d'aider matériellement des groupes de base etc.,

La violence révolutionnaire que développent les groupes spécifiques est une réponse globale du prolétariat à la violence physique du capital.

Les manifestations de rage et de colère etc., sont des expressions de guerre civile révolutionnaire latente.

Le rôle des groupes spécifiques est l'approfondissement communiste de cette situation globale.

La simultanéité de l'agitation et de la dynamique du processus de structuration nécessaire a abouti à une structure organisationnelle politico-militaire en nette contradiction avec le rôle d'approfondissement communiste des contradictions sociales.

Face à cette réalité, le MIL s'auto-dissout.

Les communistes qui appartenaient au MIL continuent leurs tâches d'agitation dans des groupes spécifiques appelés G.A.C. (Groupes Autonomes de Combat).

En septembre 73, certains communistes organisés dans divers groupes autonomes de combat sont arrêtés par les forces armées du capital.

Aujourd'hui, aussi bien la gauche comme la droite du capital essayent maintenant de justifier, en ayant recours à une solution « humanitaire », leur nécessité de destruction de leur contraire : LE COMMUNISME.

Les communistes des GAC - septembre 73 - considérons que l'intensification de la lutte pour la destruction du système qui engendre la répression est la meilleure manière de développer la solidarité des révolutionnaires avec les emprisonnés.

Nous faisons appel à tous les révolutionnaires pour que leurs luttes contre la répression soient leur propre démystification, comme une nécessité logique et fatale du capital ; pour qu'ils diffusent les textes historiques des luttes du prolétariat censurés par la contre-révolution, les textes actuels qui posent le problème du communisme dans les diverses parties du globe ; pour qu'ils situent le problème de la violence révolutionnaire dans son contexte réel : la guerre civile révolutionnaire ; enfin, nous appelons tous les révolutionnaires pour qu'ils interviennent dans l'approfondissement communiste des contradictions sociales du système du capital.

NI MARTYRS , NI PROCES , NI PRISONS , NI SALAIRES

VIVE LE COMMUNISME !

Groupe Autonome de Combat Septembre 73
Décembre 73 Prison Modelo de Barcelone (Espagne).



Le 16 septembre, après une expropriation à main armée à BELLVER de Cerdanya, deux membres de l'ex-MIL se font arrêter, après une fusillade avec la Garde Civile. Ce sont Oriol Sole Sugranyes, 25 ans, typographe et José Luis Pons Llobet, 18 ans, étudiant ; un troisième, Jorge Sole Sugranyes, 22 ans, décorateur réussit à s'enfuir et à gagner la Belgique, il est condamné à mort par la justice espagnole et menacé d'extradition.

Suite à cette affaire, la police arrête, le 18 septembre, Maria Angustia Mateos Fernandez, 17 ans, lycéenne, réfugiée chez son beau père, dans la famille de J.L. Pons Llobet, à Barcelone. Durement interrogée pendant 72 heures, elle sera incarcérée.

Le 21 septembre, arrestation de Emilio Pardinàs Viladrich et M.L. Piguillem Mateos (mise en liberté conditionnelle une semaine plus tard) à la sortie du travail de celle-ci.

Le soir du 24 septembre, la police arrête, à la sortie de chez lui, Santiago Soler Amigo, 33 ans. Il servira d'appât pour le piège tendu le lendemain par la police, et qui permit d'arrêter 2 militants de l'ex-MIL, Francisco Javier Garrida Paituvi, 24 ans, correcteur et Salvador Puig Antich, 25 ans, étudiant, lequel, en tentant de s'échapper, blessa mortellement un inspecteur de la Brigade Politico-Sociale (Police Politique), et un autre plus légèrement.

Après ces 8 arrestations, 7 autres personnes, dont l'identité n'a pas jusqu'ici été révélée par la police, ont été interpellées.

Comme toujours, la solidarité entre les Etats au niveau de la répression a joué : Interpol recherche plusieurs militants qui ont quitté la Péninsule.

- Deux militants, E. Pardinàs Viladrich et F.J. Garraiga Paituvi ont été déférés devant le TOP Tribunal d'Orden Publico). Accusés d'association illicite et de propagande illégale, ils risquent vingt ans de prison pour chacun de ces motifs et leur procès peut ne pas avoir lieu avant un an.

Oriol Sole Sugranyes, J.L. Pons Llobet et Jorge Sole Sugranyes (en Belgique) seront jugés par plusieurs tribunaux militaires (conseils de guerre).



- à LERIDA pour banditisme et terrorisme, et tentative de meurtre (ils ont tiré sur un employé de la banque de Bellver qui tentait de les poursuivre)
- à GERONE pour résistance à la force armée.
- ils risquent aussi (mais l'information n'est pas confirmée) d'être jugés avec ceux de BARCELONE pour association illicite.

Pour le conseil de guerre de Barcelone, le verdict est connu avant même qu'il se réunisse, le Gouverneur Civil ayant cédé aux pressions de l'extrême-droite et de la police qui menaçaient, si Salvador Puig n'était pas condamné et exécuté, de manifester comme au mois de Mai à Madrid.

SALVADOR PUIG ANTICH (Gustavo-EI Metge) Employé de bureau en 68, se lance dans la lutte révolutionnaire dans les commissions ouvrières de quartier. Conjuguant son travail et des cours du soir à

l'institut MARAGALL, il fait partie en 69 de la «commission des étudiants de Bachillerato» de ce collège. Après son service militaire, il rentre au MIL en novembre 71 et participe activement à ses luttes. Jusq'au son arrestation le 25 septembre. Il est détenu à l'infirmerie de la prison MODELO de Barcelone.

ORIOLE SUGRANYES (VICTOR) : dans les années 65-67, il participe aux premières organisations étudiantes et au SDEUB. Arrêté au couvent des Capucines de Sarria et plus tard au monastère de Montserrat, jugé par un TOP, il sera acquitté du délit de propagande illégale. Il rentre aux Jeunesses Communistes de Catalogne, puis dans un groupe dissident du PSUC (parti communiste) qui deviendra le PCE (international). C'est à ce moment qu'il abandonne ses études pour travailler comme typographe. En septembre 68 il est arrêté à Gerona. Accusé de propagande illégale et association illicite, il est condamné par le TOP à deux ans de prison. Sa peine finie il fait partie d'un groupe de syndicalistes révolutionnaires qui édite les revues QUE HACER? et NUESTA CLASE. Il s'exile en France en septembre 70. Dès le début il fait partie du noyau initial du MIL. En mars 71 il est arrêté par la police française près de



la frontière espagnole. Accusé de port d'armes et association de malfaiteurs, il est condamné à un mois de prison. Il s'évadera au mois d'août

Il milite activement dans le MIL jusqu'à être arrêté à nouveau le 20 septembre 72 et condamné à un an de prison. Libéré le 20 juin 73 il réintègre le MIL. Arrêté le 16 septembre il sera, en compagnie de J.L. Pons Llobet, promené enchaîné dans les rues de Mijcerda et torturé par la Garde Civile et la BPS. Détenu à la prison de Gerona.

JOSE LUIS PONS LLOBET (Queso). Militant des Jeunesses Universitaires Révolutionnaires, il participe à la lutte menée par les étudiants du collège « Mila y Fontanals » pendant l'année scolaire 71/72, se faisant remarquer par sa combativité. Depuis le début de 73 il milite activement au MIL. Arrêté et torturé avec Oriol Solé (Gerona).

EMILIO PARDINAS VILADRICH (« PEDRALSA »), participe activement au SDEUB, parti en France pour y continuer ses études, il prend part à l'insurrection de Mai 68, arrêté, il sera condamné à un an de prison, et finalement expulsé. De retour à Barcelone, il travaille aux Editions Redondo où il dirige une collection politique, avant de devenir professeur à l'Université. Depuis octobre 72 il participe activement au MIL et aux éditions Mayo 37. Détenu à la prison MODELO de Barcelone.

FRANCISCO JAVIER GARRIGA PAITUVI (Carlos, el Secretario). Dans les années 66/69, il milite au F.F.S. (Forces Socialistes Fédérales) de la région du Valles Oriental. A partir de 68 il travaille dans les ateliers des éditions Ariel à Esplugas de Llobregat, participant aux luttes des Commissions Ouvrières des Arts Graphiques et à la lutte revendicative dans l'entreprise, il sera renvoyé après une grève.

Il prend une part active aux Commissions Ouvrières de Quartiers jusqu'en 69. Après cette date il s'oriente vers l'activité théorique et la formation politique de militants ouvriers, ce qui le mènera à participer aux Editions Mayo 37. Torturé pendant plusieurs jours dans la « salle d'opération » de la BPS, il est actuellement détenu à l'infirmerie de la prison Modelo de Barcelone, gravement atteint à l'estomac.

SANTIAGO SOLER AMIGO (Fede, El Petit) commence son activité politique dans les groupes intellectuels qui créeront les Forces Socialistes Fédérales. Licencié de philosophie et journaliste, il mène un grand travail intellectuel et révolutionnaire à Badalona et Sta Coloma. Conjugant le travail politique et l'activité théorique avec ses emplois de journaliste et professeur, il participe dès le début aux Editions Mayo 37. N'a pas été torturé en raison de son état de santé (poliomyélite et épileptique). Détenu à la prison Modela de Barcelone.



Sans légende

Sin palabras

A partir de 1969, après une série de grèves sauvages et de manifestations de rébellion latente, il apparaissent liés, comme bien d'autres, aux grandes luttes prolétariennes qui ont arraché le masque aux démocrates réformistes et aux groupuscules cherchant à intégrer ces luttes à leurs programmes de « parti ». On voit des groupes autonomes se former en marge du stalinisme, du maoïsme, du trotskysme, de l'anarchisme officiel, et contre eux. Les partis parlementaires et les syndicats réformistes ne sont plus considérés comme les organes (même « dégénérés ») de la révolution, mais comme des organes de la contre-révolution. Ces groupes formels et informels refusent de se limiter à des objectifs anti-fascistes, prennent position pour les mineurs du Limbourg attaquant par la force les syndicats (1969), les ouvriers polonais détruisant le siège du parti (1970), toutes les révoltes affrontant les instruments du capital au sein de la classe ouvrière, et les phénomènes immédiats de réapparition du prolétariat : absentéisme, sabotage. Sur le plan théorique, ils se rattachent à la fraction radicale du mouvement ouvrier, contre le marxisme et l'anarchisme officiels, et pour la gauche communiste après 1917. La guerre d'Espagne avait bien comporté une montée prolétarienne, mais celle-ci n'avait pu se battre sur son propre terrain, et s'était rangée aux côtés d'une forme d'Etat capitaliste (la République) contre une autre (Franco), avant d'être écrasée à la fois par l'une et par l'autre. La guerre de 1939-45.

comme celle de 1914-18, est analysée comme inter-imperialiste. Les gauchistes ont perdu la guerre en 1945, mais le fascisme l'a emporté en tant que tendance inévitable du capital au totalitarisme et à la misère. En bref, ces groupes ne sont pas la gauche des gauchistes, mais l'une des premières formes organisées d'un mouvement social qualitativement différent.

Une partie de ces éléments se constituèrent en groupes spécifiques d'appui aux luttes des tendances les plus radicales du mouvement ouvrier. Leur but permanent était de répondre en tant que groupes spécifiques, au besoin d'aide matérielle, d'agitation, de propagande, des luttes ouvrières : par l'acte ou la parole.

De telles activités n'avaient rien à voir avec l'action spectaculaire d'un groupe de pression qui veut attirer l'attention, ou la création d'un appareil technique militaire coupé de la réalité sociale. Il ne s'agissait ni de former un « foyer » selon la thèse guévariste, ni même d'attaquer des individus ou édifices symbolisant l'ennemi à abattre. On ne peut même pas parler ici de « lutte armée », mais plutôt d'attaques à main armée destinées à financer certaines activités révolutionnaires. On n'oubliera pas, en effet, que la clandestinité forcée (on risque plusieurs années de prison pour seulement importer en Espagne des livres qui circulent partout librement, sauf bien sûr dans les dictatures militaires et les pays de l'est), impose des conditions difficiles, et coûteuses, à l'édition et la diffusion de textes.

Généralement, les attaques de banque étaient accompagnées d'explications théoriques donnant aux personnes présentes les raisons de l'expropriation. Souvent les spectateurs sympathisaient avec les auteurs des hold-up. Un employé de banque attendit même une demi-heure avant d'alerter la police, et fut, pour cette raison, soupçonné et interrogé longuement.

La meilleure preuve du caractère subversif de ces expropriations réside dans l'attitude prise par l'Assemblée de Catalogne, qui chercha à les interrompre en prenant contact — pacifiquement — avec leurs auteurs. Un cardinal suisse servit d'intermédiaire, et rencontra secrètement des expropriateurs : en vain, il tenta de négocier l'arrêt de ces opérations. Il est évident que les notables catalans n'auraient jamais agi de la sorte dans le cas d'une « dangereuse bande de gangsters ».

D'autre part, le 16 septembre 1973, après l'arrestation de J.L. Pons Llobet et O. Sole Sugranyes, la Garde Civile, ignorant au début qu'elle avait affaire à des « politiques », leur fit traverser les villages au vu et su de la population, en les maltraitant. Dès qu'on comprit ce qu'ils étaient en réalité, les policiers choisirent au contraire de les transférer discrètement.

C'est à partir de 1970 que quelques groupes développèrent une critique ouverte de toutes les lignes réformistes et gauchistes, et aussi du léninisme. La critique du dirigisme, du groupusculisme et de l'autoritarisme, les conduisit à rompre avec les organisations de base qui voulaient s'approprier les luttes et expériences menées en commun (par exemple la grève d'Harry Walker), et ainsi se groupusculiser. Pour rompre l'isolement et pour survivre sur les plans politique et militaire, quelques camarades conclurent des compromis politiques avec des groupes militaires, par exemple avec les nationalistes qui étaient d'accord pour passer à la « lutte armée ». Ces accords imposés par l'isolement aboutirent à oublier les perspectives antérieures.

En effet, cette orientation était en régression sur les acquis théoriques et pratiques dégagés auparavant. Il n'y a pas de pratique communiste possible sans une lutte systématique contre le mouvement ouvrier traditionnel et ses alliés. Inversement, il n'y a pas d'action efficace contre eux sans compréhension claire de leur fonction contre-révolutionnaire. Jusqu'à présent toute la stratégie a essayé d'exploiter les diverses difficultés de la bourgeoisie dans sa gestion du capital. Là où les bourgeoisies ont été vaincues, et que des forces de gauche, ou des « partis ouvriers », ont pris le pouvoir, ils n'ont fait qu'assumer le développement du capital à la place de la bourgeoisie défaillante.

Là où la bourgeoisie était puissante, le mouvement ouvrier a été condamné à l'échec. Aujourd'hui le prolétariat refuse cette stratégie et impose la sienne : destruction du capitalisme, auto-négation du prolétariat comme classe. Dès lors la classe ouvrière attaque le capital dans toutes les manifestations de son oppression : hiérarchisation, autoritarisme, exploitation.

Ses fractions les plus avancées s'organisent donc pour des tâches concrètes sur une base d'entreprise et de quartier (territoriale) : contre la CNS (syndicat étatique), contre les Commissions ouvrières bureaucratiques et réformistes, contre le PCE et les divers groupuscules, qui se placent sur le même terrain que les gestionnaires actuels (bourgeois) du capital. Le renforcement de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière passe par l'auto-organisation sur les lieux de travail, dans des comités d'usine et de quartier, et par la coordination et l'extension de la lutte, dans une perspective de lutte de classe, communiste.

La société actuelle a ses lois, sa justice, ses gardiens, ses juges, ses tribunaux, ses prisons, ses délits, sa « normalité ». Face à ces institutions, se développent des organes politiques (partis et syndicats, réformisme et gauchisme), qui ont l'air de s'opposer à cette situation, mais ne font en réalité que la consolider. La justice dans la rue dénonce et attaque toutes les mystifications de la société actuelle.

Refuser ce conformisme de l'action pratique, conduit à mener des actions individuelles ou collectives. Une association de révolutionnaires a pour fonction de pousser à ses ultimes conséquences une critique unitaire du monde. C'est-à-dire la critique globale de toutes les zones géographiques où s'installent les différentes formes de pouvoir de séparation socio-économique. Cette critique est dirigée également contre tous les aspects de la vie.

Elle ne se résume pas à revendiquer l'autogestion du monde actuel par les masses, et vise sa transformation permanente, la décolonisation de la vie quotidienne, la critique radicale de l'économie politique, la destruction et le dépassement de la marchandise et du travail salarié. Une telle association refuse toute reproduction en son sein des structures hiérarchiques du monde dominant. La critique des idéologies révolutionnaires se borne à démasquer les nouveaux spécialistes de la révolution, les nouvelles théories au-dessus du prolétariat.

Le gauchisme n'est que l'extrême-gauche du programme du capital. Sa morale révolutionnaire, son volontarisme et son militantisme ne sont rien d'autre qu'un produit du monde du capital. Ils contribuent à contrôler et diriger la lutte de la classe ouvrière. Aussi toute action qui n'entraîne pas la perspective de critique et de refus total du capitalisme, reste sur son terrain, et est récupérée par lui. Désormais, parler d'ouvriérisme et de militantisme et les mettre en pratique, c'est vouloir éviter le passage au communisme.

Il en va de même de « l'action armée » et de « la préparation de l'insurrection ». Aujourd'hui il n'est plus possible de parler d'organisations politico-militaires. De telles organisations font aussi partie du rackett politique. C'est pour cette raison qu'en 1973 certains éléments ayant pratiqué des expropriations se sont auto-dissouts, en tant que groupes spécifiques et formellement organisés, en tant que groupes politico-militaires. Leurs membres se disposèrent à assumer l'approfondissement communiste du mouvement.

Terrorisme et sabotage sont des armes actuellement utilisables par tout révolutionnaire, qu'ils s'exercent par la parole ou le fait. L'organisation est l'organisation des tâches : c'est en ce sens que des groupes de base se coordonnent pour l'action. On peut en conclure que l'organisation, la politique, le militantisme, le moralisme, les martyrs, les sigles, les étiquettes, font désormais partie du vieux monde. Chacun est par ce qu'il fait.

Ainsi chaque individu a pris ses responsabilités personnelles dans la lutte révolutionnaire. Il n'y a pas d'individu qui se dissolve lui-même, c'est l'organisation politico-militaire qui s'est dissoute, en tant qu'organisation centrale. Ses tâches continuent d'être remplies par des groupes autonomes. Le passage à l'histoire nous fait définitivement quitter la pré-histoire de la lutte de classe.

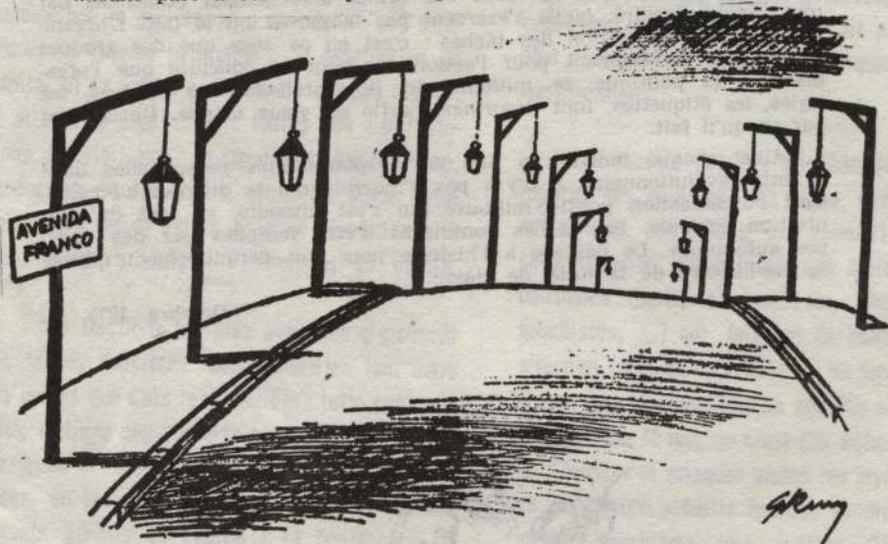
Octobre 1973.



Je ne sais pas dire grand chose, mais « FEU », ça je sais encore le hurler.

Yo ya no se decir gran cosa, pero « FUEGO » eso aún lo se gritar.

Les méthodes de ces révolutionnaires étaient une réponse inévitable, directe et nécessaire aux méthodes de l'Etat fasciste. On ne peut accepter qu'un Etat d'assassins, qui tire sur des ouvriers désarmés, les juge comme des gangsters. Le gouvernement espagnol qui entretient d'excellentes relations avec les démocraties occidentales aussi bien que populaires, va tenter de faire passer ces camarades pour de simples gangsters, et profiter de l'occasion pour impliquer des prolétaires n'ayant aucune part à ces hold-up. Il s'agit en fait de révolutionnaires :



Les belles perspectives

Las bellas perspectivas

Un comité s'est constitué afin d'apporter à ces militants l'aide matérielle, juridique, humanitaire, dont ils ont besoin. Sa première tâche, la plus urgente, est de briser le silence. C'est pour cette raison qu'il a réuni dans une brochure ces deux documents qui lui sont parvenus. Le premier décrit le passé des inculpés et les raisons de leurs actes respectifs, exposés par des camarades espagnols des emprisonnés. En publiant ce texte, le comité ne se prononce nullement pour ou contre les thèses qu'il développe. Les inculpés n'exigent d'ailleurs pas d'être soutenus sur la base de leurs propres positions. Ils demandent seulement qu'on fasse la vérité sur leur action. Ils revendiquent le droit de ne pas être considérés comme des gangsters, ni non plus comme de simples « antifascistes » ou « antifrancistes ». Ils ne veulent pas qu'on se déclare d'accord avec eux, mais qu'on déclare ce qu'ils sont eux-mêmes.

Seule la vérité totale des faits peut les sauver. Un mouvement d'opinion fera reculer l'Etat espagnol, et limitera leurs condamnations.

LE PROBLEME FONDAMENTAL D'UNE BONNE PSYCHOLOGIE N'EST PAS DE SAVOIR POURQUOI L'HOMME EXPLOITE VOIE, MAIS AU CONTRAIRE POURQUOI IL NE VOIE PAS.

WILHELM REICH

Le 16 sept après un échange de lettres
 José Luis Pons Lobet et Oriol Solà
 Sugranes furent arrêtés
 après...



...un échange de coups de feu
 avec la garde civile en essayant de fuir.
 Il est un Français et il est un policier français
 que la police française



à collabores
 soit temporaires
 soit permanents
 pour les guirnes
 pour les guirnes
 pour les guirnes
 pour les guirnes



Le 25 du même mois furent arrêtés Santiago Soler
 Javier Garriga Patuvi et Salvador Puig Antich
 Ce dernier tentant de ...



fuir utilisait, paraît-il, une
 arme qui blesse mortellement un
 inspecteur. Lui-même fut...



grièvement blessé. D'autres membres
du M.I.L. arrêtés.
Impliqués ...



dans diverses ac-
-tions révolution-
-naires. Ils ont
été présentés com-
-me étant une dan-
-gereuse bande de
gangsters prétex-
-tant les attaques
expropriatri-
-ces contre
diverses
banques...



Pour éviter tout mouvement
de soutien
Ces révolutionnaires
s'étaient constitués
en Groupes Auto-
-nomes de Com-
-bat appuyant
les luttes
des...



tendances
les plus
radicales
du mouve-
-ment
ouvrier



de l'agitation
de la propagan-
-de, édition de
brochures,
tracts, etc...



Les procès sont entraînés de se dé-
-rouler. Les conclusions de l'ac-
-tuelle d'accusation sont: 2 peines
de morts pour S.P. AMTICH et des
peines de 6 à 30 ans pour les
autres ...



De plus l'extradi-
-tion de Jorge Sole
Suñeranes a été demandée
à la Belgique.

* POUR UN TRIBUNAL MILITAIRE.

Le procureur militaire remplissant la formalité qui lui a été confiée dans la présente Cause Ordinaire n° 106-IV-73, suivie devant (?) le Tribunal Militaire Permanent n° 3 conforme à l'ordonnance de l'article 729 du Code de Justice Militaire, formule ses **CONCLUSIONS PROVISOIRES**, les rédigeant dans les termes suivants :

1) Dans cette affaire, les inculpés **SALVADOR PUIG ANTICH**, 25 ans, né à Barcelone, étudiant, célibataire, de mauvaise conduite et sans antécédants pénaux, et **JOSE LUIS PONS LLOBET**, alias **QUIESO**, né à Barcelone, âgé de 17 ans à la date des faits, étudiant, célibataire, de mauvaise conduite et sans antécédants pénaux, appartiennent tous deux au « Mouvement Ibérique de Libération », connu sous le sigle « MIL », dont les objectifs et les buts sont d'attenter à l'ordre institutionnel de l'État espagnol, et qui est organisé en une équipe militaire et une équipe légale. Dans la première équipe, de tendance anarchiste et avec action directe, qui recherche l'accomplissement de ses buts par des actes violents contre la propriété, et contre les personnes, en employant toute sorte d'armes, se trouvent inculpés cités ci-dessus ; en font également partie des individus qui n'ont pas été trouvés, et également l'autre inculpée, **MARIA ANGIUSTIAS MATEOS FERNANDEZ**, âgée de 16 ans au moment des

faits, née à Grenade, étudiante, célibataire, de mauvaise conduite et sans antécédants pénaux ; ils menèrent à bien selon la discipline de leur organisation et pour arriver à leurs fins, les faits suivants :

• Les inculpés **SALVADOR PUIG ANTICH** et **JOSE LUIS PONS LLOBET**, avec deux autres individus de l'organisation qui n'ont pas été trouvés encore pour s'être soustraits à l'action de la justice, décidèrent d'attaquer la succursale de la « Banco Hispano Americano », au 313 du Paseo Fabra y Puig dans cette ville, en exécution des consignes reçues afin de procurer des fonds au MIL. Dans la matinée du jour choisi, le 2 mars 1973, les inculpés chargèrent Maria Mateos Fernandez de se rendre dans cet établissement bancaire pour leur rapporter si des membres de la police n'étaient pas à l'intérieur ; elle savait leur intention d'y perpétrer un vol, mais ne savait absolument pas la finalité subversive de ce vol, car elle n'avait pas eu connaissance que les autres inculpés appartiennent au MIL jusqu'à ce qu'ils aient effectués cette attaque. Elle a eu des contacts avec eux uniquement en raison de ses relations avec **JOSE LUIS PONS LLOBET**.

L'inculpée fit ce qui lui était ordonné ; elle revint rendre compte au groupe qu'elle avait vu deux individus qui lui semblaient suspects sur le trottoir de l'entrée de la banque. Malgré tout, les inculpés décidèrent d'accomplir leur acte : ils se dirigèrent sur les lieux de leur méfait dans une SEAT 124, immatriculée B-2674.K, louée le 7 février précédent à la maison RUAL, par l'un de ceux qui n'a pas été trouvé et non rendue à la date normale ; ils arrivèrent vers 10 heures 30. L'inculpé JOSE LUIS PONS LLOBET et deux individus encore en fuite entrèrent, armés d'un pistolet, d'un revolver et d'une mitraillette, pendant que l'inculpé SALVADOR PUIG ANTICH restait au

Dans l'établissement, ils menacèrent de leurs armes les employés et les autres personnes présentes, obtenant du caissier qu'il leur remette le numéraire soit un Million trois cent mille pesetas ; à ce moment retentit de façon insistante le klaxon de la voiture des bandits, ce qui les prévenait de la présence de la police dans la banque ; se rendant compte de la situation, la police allait pénétrer dans le local, juste au moment où, abandonnant plusieurs affaires qu'ils portaient, les bandits firent irruption dehors, tirant pour s'ouvrir un passage et blessant le chef comptable Don MELQUIADES FLORES JIMENEZ.

Celui-ci fut touché par arme à feu, avec orifice d'entrée dans la région « mesetónica » du côté gauche et sortie dans la région frontale droite, blessure qui lui laissa des séquelles. Après plus de

210 jours traitement, perte de la vision, de l'œil gauche et vision réduite de l'œil droit qui n'atteint pas 1/10^{ème} et, à cause de la lésion du nerf médian du bras gauche, il a un déficit moteur de la main gauche avec « parestesias » et algies.

JOSE LUIS PONS LLOBET et les deux autres individus réussirent à rejoindre le véhicule conduit par PUIG ANTICH qui les attendait, prenant alors la fuite à toute vitesse avec le produit de leur vol.

Parmi les objets abandonnés dans leur fuite, se trouve un revolver calibre 38 long, sans marque, avec 6 balles dans le chargeur et en parfait état de marche.

• Le 25 septembre 1973, l'inculpé SALVADOR PUIG ANTICH avait un rendez-vous au carrefour des rues de Gérone et Conseil des Cents de cette capitale avec deux individus appartenant eux aussi au MIL.

La police était au courant de ce « contact » par suite de la détention d'un des militants qui devait y participer : elle monta donc ce qu'il fallait pour arrêter les deux autres, dans le cadre de l'opération de démantèlement de cette organisation subversive à laquelle on attribuait la préparation de faits délictueux parmi lesquels ceux relatés au paragraphe précédent, et l'exécution d'autres délits, sans contenu économique mais destiné à maintenir un état d'inquiétude et à altérer la paix publique.

Vers les 6 heures du soir du jour dit, arrivent devant le 70 de la rue de Gérone l'inculpé SALVADOR PUIG

ANTICH, porteur de deux pistolets, un Kommer calibre 6,55 n° 2624, et un de marque Astra, calibre 9 mm long n° 47720, et le dénommé JAVIER GARRIGA

PAITUVI alias le secrétaire, et ils établissent le contact. Les fonctionnaires de police étaient là pour accomplir leur mission, soit D.Francisco Rodriguez Alvarez, D.Francisco Anguas Barragan, D.Timoteo Fernandez Santoro et D.LUIS Miguel Algar BAR..., avec l'inspecteur D.Enrique Munez Mar... à leur tête. Ils procédèrent à l'arrestation des individus cités qui offrirent une grande résistance. Les policiers réussirent à les faire entrer sous le porche du 70 de la rue de Verone et à arracher à SALVADOR PUIG ANTICH le pistolet Kommer qu'il portait à la ceinture coté gauche. Cependant l'inculpé PUIG continuait à résister ; frappé par la crosse d'un des pistolets de la police, il tomba à terre et, surprenant ceux qui l'appréhendaient, il mit en pratique les postulats de violence extrême de l'organisation à laquelle il appartient, il sort l'autre pistolet, le Astra 9 long qu'il portait, et tire à distance très réduite sur le sous-inspecteur de 1^o classe D.Francisco Anguas Barragan qui se trouvait en face de lui. Les projectiles suivirent une trajectoire de bas en haut vue la position de l'agresseur, et trois atteignirent le sous-inspecteur en causant trois blessures; une avec orifice d'entrée à tatouage périphérique au niveau du tiers inférieur du corps du sternum dans sa ligne médiane, une autre avec orifice d'entrée dans le flanc gauche avec orifice d'entrée située immédiatement dans le mamelon gauche, et la troisième avec orifice d'entrée dans le flanc gauche à hauteur du nombril; toutes les

trois avec orifice de sortie: la première juste dans la « espina » de l'omoplate droite, la seconde à la base du cou près de la colonne vertébrale, et la troisième au tiers supérieur de la région « glutéale » gauche. Ces lésions provoquèrent la mort du sous inspecteur Anguas Barragan, par hémorragies intra-thoraciques et par hémorragies pulmonaires et anémie aigue survenues pendant son transport à l'hôpital. L'agresseur fut réduit sur le champs, blessé par deux tirs de la police, et conduit lui aussi à l'Hospital Clinico.

2) Les faits relatés dans le paragraphe ● du numéro précédent relèvent de l'article 294 bis c) du Code de Justice Militaire. Et les faits relatés dans le paragraphe ● (2è) relèvent de l'article 294 bis b) du même code.

3) Du délit de l'article 294 bis c) sont responsables comme auteurs, en accord avec l'article 196, 1è du Code Militaire Castrense, les inculpés JOSE LUIS PONS LLORET alias QUESO, et SALVADOR PUIG ANTICH, et, en qualité de complice de ce délit, en accord avec ce que perçoit l'article 198, l'inculpée MARIA ANGUSTIAS MATEOS FERNANDEZ même si, en raison des circonstances qui concourent à son intervention et qui sont relatées, sa complicité doit être considérée comme relative à un délit de vol selon l'article 500, en relation avec l'article 501, 3è, du Co-

de Pénal Commun pour ce qui est des peines encourues.

Au sujet du délit de l'article 294 bis b), SALVADOR PUIG ANTICH est responsable en tant qu'auteur, selon l'article 196, 1^è du Code de Justice Militaire.

4) L'inculpée MARIA ANGUSTIAS MATEOS FERNANDEZ bénéficie de circonstances atténuantes, selon le 3^è de l'article 9 du Code Pénal.

L'inculpé JOSE LUIS PONS LLOBET bénéficie de circonstances atténuantes selon l'article 186 du Code de Justice Militaire.

5) Il convient d'appliquer à l'inculpé SALVADOR PUIG ANTICH deux PEINES DE MORT, et à JOSE LUIS PONS LLOBET TRENTE ANNEES de réclusion «mayor» avec privation des droits civils, («accesorias legales de inhabilitacion absoluta») pour la durée de sa condamnation, y compris dans le cas de commutation des peines, et de condamner l'inculpée MARIA ANGUSTIAS MATEOS FERNANDEZ en tant que complice avec circonstances atténuantes signalées («salveda») à SIX ANS de prison «menor», et privation des droits civils correspondants.

6) Pour la responsabilité civile, seront solidairement responsables du remboursement de la quantité d'argent soustraite, dans la mesure où

elle n'a pas déjà été récupérée, les inculpés JOSE LUIS PONS LLOBET et SALVADOR PUIG ANTICH, et subsidiairement, la complice MARIA ANGUSTIAS MATEOS FERNANDEZ.

SALVADOR PUIG ANTICH versera 700 000 pesetas aux héritiers du policier tué.

7) Ce tribunal («ministerio fiscal») Juridique et Militaire dépose les pièces suivantes :

● Pour l'Assemblée plénière :

A) 1- « Union » de l'extrait de naissance de J.L.PONS LLOBET.

2) Accréditer (?) les émoulements et salaires perçus par D. MELQUIADES FLORES JIMENEZ.

B) EXPERTISE : «reconnaissance» psychiatrique de l'inculpé SALVADOR PUIG ANTICH et J (SE LUIS

VADOR PUIG ANTICH par deux militaires.

C) TEMOIGNAGE : déclaration des inculpés SALVADOR PUIG ANTICH et JOSE LUIS PONS LLOBET dans laquelle ils déclareront s'ils ont licence et «guia» pour les armes en leur possession, et si oui, ils devront les présenter.

● Pour le procès oral («acto de la vista»)

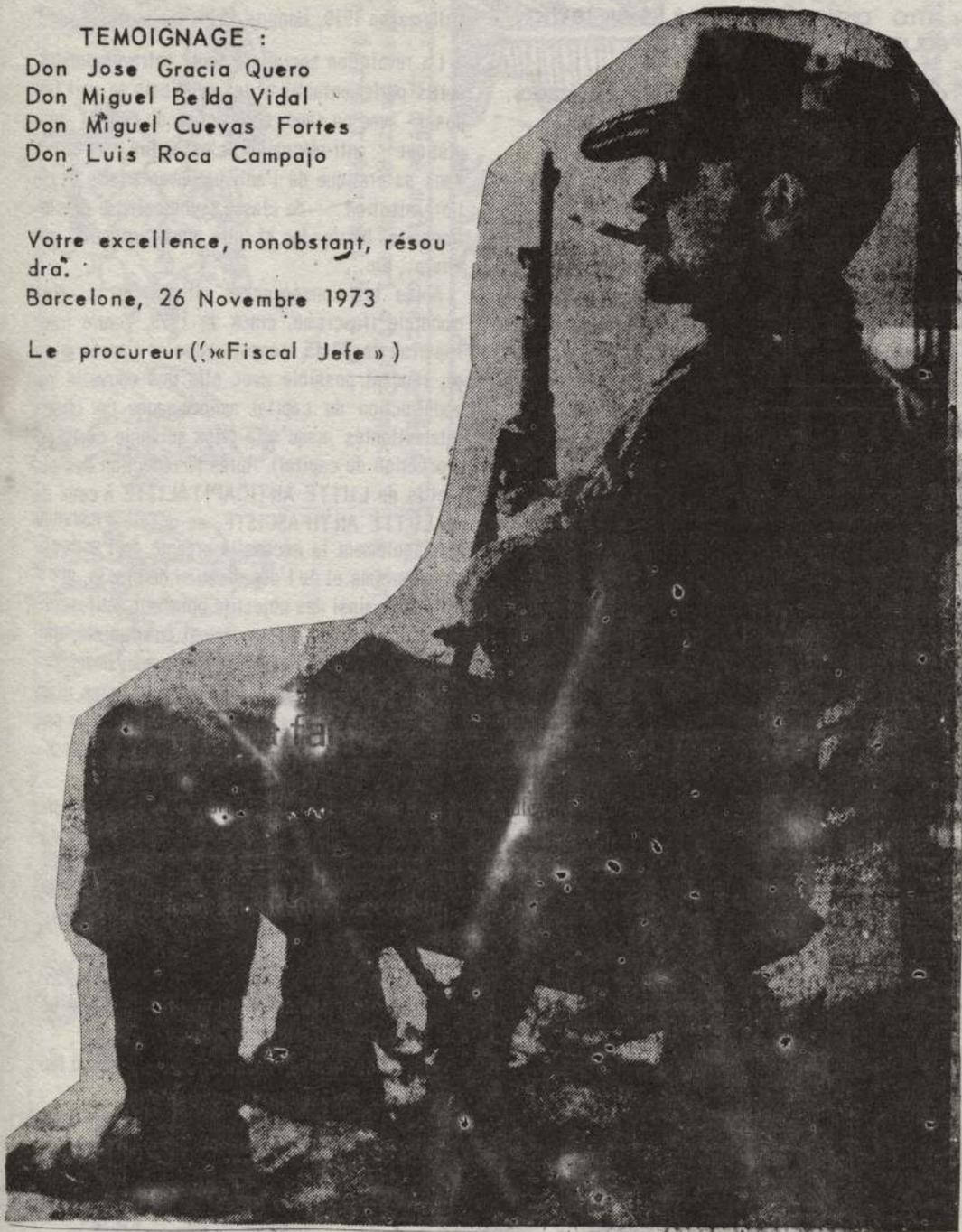
TEMOIGNAGE :

Don Jose Gracia Quero
Don Miguel Belda Vidal
Don Miguel Cuevas Fortes
Don Luis Roca Campajo

Votre excellence, nonobstant, résou-
dra.

Barcelone, 26 Novembre 1973

Le procureur («Fiscal Jefe »)



AUTO DISSOLUTION DE L'ORGANISATION POLITICO MILITAIRE DIT M,I,L

CONCLUSIONS DEFINITIVES DU CONGRES DU MIL AOÛT 1973

A travers l'échec de la révolution internationale de 1848 et à partir de sa théorie, on prévoyait pour la fin du siècle l'impossibilité de la reproduction du système capitaliste.

En accord avec cette théorie, les organes souverains de la lutte de classe et de la révolution socialiste étaient :

- les syndicats réformistes
- les partis réformistes aux ordres des syndicats et appliquant en leur nom une pratique politique de participation au parlement bourgeois.

Mais en réalité, le réformisme (partis et syndicats) servit seulement à renforcer l'existence du système.

Au début du siècle on pouvait constater que le capital se reproduisait - contre la prévision des théoriciens du mouvement ouvrier - et que par conséquent :

LE REFORMISME ETAIT TOTALEMENT INCAPABLE D'ELIMINER LE SYSTEME CAPITALISTE AU SEUL MOYEN DE L'EVOLUTION DU PROBLEME DE SA REPRODUCTION (crises du système capitaliste : Belgique 1904, Russie 1905, Belgique 1906, théorisation de la grève sauvage par la gauche allemande, éclatement de la guerre impérialiste 1914-18, Russie 1917, Allemagne 1918-19, Hongrie 1919, Italie 1920, fascismes, crise de 1929, etc...)

IL DEVENAIT CLAIR QUE NI LES PARTIS PARLEMENTAIRES NI LES SYNDICATS REFORMISTES N'ETAIENT LES ORGANES DE LA REVOLUTION SOCIALE, MAIS BIEN PLUTOT CEUX DE LA CONTRE REVOLUTION DU CAPITAL

(Allemagne 1919, Hongrie 1919, Russie 1921, etc.)

La révolution socialiste seule entravée par les partis parlementaires et les syndicats se voit imposer - avec ou sans reproduction du capital - une pratique anti-réformiste, c'est à dire partisane dans sa pratique de l'anti parlementarisme et de l'organisation de classe (syndicalisme révolutionnaire, barricades et lutte armée, conseils ouvriers, etc...)

Après les conséquences ultimes de la crise mondiale (fascisme, crack de 1929, guerre inter impérialiste 39-45, reconstruction de l'après guerre, rendant possible avec elle une nouvelle reconstruction du capital accompagnée de crises intermittentes jusqu'à la crise suivante de la reproduction du capital). Après la réduction des objectifs de LUTTE ANTICAPITALISTE à ceux de la LUTTE ANTIFASCISTE, se posait à nouveau non seulement la nécessité urgente de l'antiparlementarisme et de l'organisation de classe, mais dépasser ainsi des objectifs purement antifascistes aux objectifs du mouvement communiste, qui dans sa phase de flux est celui du mouvement social international. Pour cela nous pouvons dire que depuis la fin des années 60, la révolution sociale s'impose. Nous voyons ressurgir cela en divers moments :

- MAI 68 en France et les grandes grèves d'Italie en 1969 dans lesquelles les syndicats furent débordés.
- En Belgique les mineurs du LIMBOURG en 69 attaquent violemment les syndicats au cours d'une grève sans précédent.
- La vague de grèves en Pologne en 70-71 durant laquelle les bureaucrates du parti communiste furent jugés et pendus.
- Paris 1971 : importantes grèves ouvrières à Renault et pillages au quartier latin.
- Mutineries dans de nombreuses prisons aux U.S.A en Italie, en France (72-73), et grève de mineurs et de dockers s'affrontant avec les bonzes syndicaux anglais ; révoltes généralisées des ghettos

aux U.S.A, Japon, etc...

Pendant ce temps, d'innombrables grèves sauvages surgissent en Europe et en Amérique gagnant toutes les parties du monde. A l'échelle mondiale, les manifestations de la réapparition de la violence de classe se multiplient (absentéisme dans les entreprises, sabotage du proces de production, etc..).

En Espagne, les grèves sauvages et les manifestations de révolte latente apparaissent avec toute leur force. Depuis la destruction physique et la disparition de la théorie du prolétariat espagnol par le capitalisme international lors de la guerre civile (36/39), la combativité ouvrière n'avait pas été si puissante :

■ 62/65 : création des commissions ouvrières lors des grèves sauvages dans les mines d'Asturies, attaque du commissariat de Mieres grèves dans les transports et la métallurgie de Barcelone.

■ 66/68 : entrisme de tous les partis et organisations traditionnelles dans les commissions ouvrières, tentative d'introduction dans la CNS à partir d'elles et de donner une ligne réformiste aux commissions ouvrières.

■ 68/70 : le mai français et l'automne chaud italien avec tous leurs produits groupusculaires font entrer dans le mouvement ouvrier espagnol le confusionnisme idéologique, et lui fait perdre ainsi une partie de sa force. Rivalité bureaucratique au sein des commissions ouvrières, scissions groupusculaires :

■ 70/73 : importantes luttes prolétariennes dans toute l'Espagne : Erandio, Granada, Harry Walker, Seat, Ferrol, Vigo, Valles, San Adrian del Besos, Navarra, etc... où sous des formes diverses on se dégage de tout contrôle hiérarchique de la lutte, cela se concrétise dans la pratique par l'expulsion des militants groupusculaires des assemblées ouvrières et la violence généralisée.

Le MIL est le produit de l'histoire de la lutte de classe de ces dernières années. Son apparition est liée à ces luttes prolétariennes qui ont démythifiées le rôle des bureaucrates réformistes et groupusculaires qui voulaient intégrer le mouvement à leur programme de parti. Il se créa en tant que groupe spécifique d'appui aux luttes et aux fractions les plus radicales du mouvement ouvrier de Barcelone. Il est maintenant nécessaire à tout moment de participer à l'expérience prolétarienne et de l'appuyer matériellement, au niveau de l'agitation, de la propagande, de la pratique et de la théorie.

En avril 70 le MIL développe ouvertement une critique de toutes les positions réformistes et gauchistes (LE MOUVEMENT OUVRIER A BARCELONE). Durant la même année il entreprit une critique du léninisme (LA REVOLUTION JUSQU'AU BOUT). Sa critique du dirigisme, du gauchisme, de l'autoritarisme, l'amena alors à rompre avec les organisations de base qui voulaient noyauter les luttes et s'approprier des expériences menées en commun comme celle de la Harry Walker, et à former un groupuscule. Le MIL dans son isolement politique et de par sa survivance politico-militaire, passe des compromis avec des groupes militaires : avec les nationalistes, par exemple, qui à ce moment là étaient les seuls qui acceptaient de passer à la lutte armée. De tels compromis, produit par l'isolement du groupe, l'amènèrent à oublier ses perspectives antérieures.

Il n'y a pas de pratique communiste possible sans lutte systématique contre le mouvement ouvrier traditionnel et ses alliés. Inversement, il n'y a pas d'action efficace contre eux sans il n'y a pas d'actions efficaces contre eux sans compréhension claire de leur fonction contre révolutionnaire.

Jusqu'à maintenant toutes les stratégies révolutionnaires ont essayé d'exploiter les diverses difficultés rencontrées par la bourgeoisie dans sa gestion du capital. Lorsqu'elles ont renversé des bourgeoisies faibles, elles ont organisé le capital. Si les bourgeoisies étaient fortes, elles se condamnaient à la misère. Aujourd'hui le prolétariat a abandonné ces stratégies et impose la sienne : la destruction du capital et sa propre négation en tant que classe. Il attaque le capital dans toutes ses manifestations d'exploitation : encadrement, autoritarisme, production de plus-value, etc... La seule forme possible d'action est la violence révolutionnaire s'exprimant à travers l'action et la parole.

Ses fractions les plus avancées organisent les tâches concrètes révolutionnaires tant dans les usines que dans les quartiers : lutte contre la DNS, critique des commissions ouvrières bureaucratiques et réformistes du PCE et des groupuscules, en les situant sur le même plan que les actuels gérants du capital (la bourgeoisie).

C'est par l'auto-organisation sur les lieux de travail au moyen des comités d'usine et de quartiers que la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière se consolide, et à travers la coordination et la généralisation de la lutte, l'affirmation de la lutte de classe, le point de vue communiste. La pratique du MIL est liée au développement du mouvement communiste, et en fait partie. C'est pour cela qu'il se propose de critiquer toutes les mystifications.

La société actuelle possède ses lois, sa justice, ses gardiens, ses juges, ses tribunaux, ses prisons, ses crimes, sa « normalité ». Devant cette situation, apparaissent une série d'organes politiques (partis et syndicats, réformistes et gauchistes, ...) qui, feignant de contester cette situation alors qu'en réalité ils ne font pas autre chose que de consolider la société actuelle. La justice dans la rue, ce n'est pas autre chose que de dénoncer et attaquer toutes les mystifications de la société actuelle (partis, syndicats, réformisme, gauchisme, lois, justice, flics, juges, tribunaux, prisons, délits, c'est à dire toute sa « normalité »).



Le résultat de cette cohérence critique dans l'action amène de fait à la constitution d'associations de révolutionnaires, en des endroits particuliers ou partout à la fois.

Une association de révolutionnaires est celle qui mène jusqu'à ses ultimes conséquences une critique unitaire du monde. Par critique unitaire nous entendons la critique globale de toutes les zones géographiques dans lesquelles sont installées les différentes formes de pouvoir séparé, aussi bien qu'une critique de tous les aspects de la vie.

Ce n'est pas tant l'autogestion du monde actuel par les masses que sa transformation ininterrompue, la décolonisation totale de la vie quotidienne, la critique radicale de l'économie politique, la destruction et l'abolition de la marchandise et du travail salarié. Une telle association refuse en elle-même toute reproduction des conditions hiérarchiques du monde dominant. La critique des idéologies révolutionnaires n'est pas autre chose que le démasquement des nouveaux spécialistes de la révolution, des nouvelles théories qui se situent par delà le prolétariat.

Le « gauchisme » n'est pas autre chose que l'extrême gauche du programme du capital. Sa morale révolutionnaire, son volontarisme, son militantisme, ne sont que les produits de cette situation. Ils tentent de contrôler et de diriger la lutte de la classe ouvrière. Ainsi, toute action qui ne mène pas à une critique et un refus radical du capitalisme reste en son sein et est récupérée par lui. Aujourd'hui parler de militantisme en milieu ouvrier et le pratiquer, c'est vouloir éviter le passage au communisme.

Parler d'action armée et de préparation à l'insurrection est la même chose : il est maintenant inutile de parler d'organisation politico-militaire ; de telles organisations ne sont que d'autres rackets politiques. Pour toutes ces raisons le MIL s'auto-dissout comme organisation politico-militaire et ses membres se disposent à assumer l'approfondissement des perspectives communistes du mouvement social.

M.I.L.



Alors vieux, on se fait mettre le garrot au cou... !
;Que macho! ;te echas la sogá al cuello?

NOTE SUR LE PREMIER PROCES DES 3 MILITANTS DE L'EX-MIL QUI
S'EST DEROULE LES 7 ET 8 JANVIER DEVANT LE CONSEIL DE GUERRE
DE BARCELONE.

Au cours de ce procès, 1 peine de mort et 2 peines de prison
ont été prononcées respectivement contre Salvador Puig Antich (la mort),
José Luis Pons Llobet (30 ans de prison majeure, non susceptible de réduction),
Maria Angustia Mateos Fernandez (5 ans de prison).

Pendant leur incarcération, ces militants furent torturés
comme le démontrent les nombreuses traces de brûlures qu'ils portaient
encore au visage lors de l'audience.

Les peines qui les ont frappé ont été prononcées au mépris
de la propre « légalité » franquiste, puisque Llobet, âgé de 18 ans, ne pouvait
être, de par son âge, condamné à une peine supérieure à 20 ans de prison
en vertu de la loi « sur la répression du banditisme et du terrorisme ».
En ce qui concerne Puig Antich, des médecins militaires cités comme experts,
ayant démontré que les coups qu'il avait subi au cours de son arrestation,
avaient été d'une violence telle qu'il n'était plus en possession de tous ses
moyens physiques et mentaux, le Conseil de Guerre n'a pu lui imputer la mort
du sous inspecteur Sarragan (l'autopsie du corps de ce dernier a révélé que
2 au moins des 5 balles qui l'avaient frappé provenaient de tirs de la police).

La peine de mort lui a été infligée pour une expropriation de
banque à Cerdanya de Bellver au cours de laquelle il conduisait le véhicule.

Ce procès n'est que le premier de toute une série au cours de
laquelle d'autres peines de mort doivent être requises contre les militants
de l'ex-MIL emprisonnés.

Durant ces audiences, les inculpés et leurs avocats furent
injurés par les policiers se trouvant dans la salle, les avocats étant même
molestés à la sortie de la salle du tribunal par les bandes fascistes des
« Guérilleros du Christ-Roi ».

Le mercredi 16 janvier, Jean Claude Torres, Angel Moreno Patino, Pierre Roger, Michel Camilleri, sont arrêtés à Paris, et la presse dit qu'ils se préparaient à un attentat contre la compagnie Ibéria pour attirer l'attention sur le sort de Salvador Puig Antich et de tous les accusés de l'ex-MIL.

Au milieu des explications de toutes sortes, des manifestations et des tracts anti-franquistes ou humanitaires qui surgissent ces derniers temps après la condamnation à mort de Puig Antich, nous tenons à expliquer clairement nos positions, et le choix qu'ont fait ces camarades pour lutter contre une société que nous refusons.

NOTRE BUT est de pouvoir intervenir face à un système hostile, à n'importe quel moment, avec les moyens qui nous paraissent nécessaires.

POUR CELA, nous refusons de nous laisser « guider » par les partis ou les regroupements qui se disent révolutionnaires et ne sont en fait que des systèmes de rechange.

Nous refusons de croire à une grande Révolution, qui aurait un début et une fin déterminés par les historiens, les partis ou les intellectuels gauchistes et qu'on attendrait patiemment en la préparant sagement dans les règles fixées en espérant qu'elle nous libérerait tous par la création miraculeuse d'une société idéale et sans problèmes.

Si déjà nous confions notre révolte à d'autres, nous préparons notre future exploitation.

C'EST POURQUOI pour nous, la lutte révolutionnaire ne peut être que celle qui **s'organise** à partir des démarches de révolte, et des **choix** de chaque individu, ou prolétaire, responsable et non pas celle qui est **organisée** à partir de mots d'ordre, et d'idées lancées comme des modes.

C'EST POURQUOI à un type d'organisation autoritaire et hiérarchique, ayant visiblement pour issue une prise de pouvoir par ceux qui auront tous les moyens en main, nous n'opposons nullement une idéologie individuelle de non-organisation totale !

Il serait trop facile de ne voir que ces deux possibilités : ou le parti, ou le désordre inefficace.

Nous savons trop la nécessité d'avoir de la force face à un pouvoir capitaliste pour négliger de mettre tout en oeuvre et de prendre toutes les mesures efficaces qui s'imposent. Mais, pour cela, nous ne croyons pas à la nécessité de groupes purement « militaires ».

NOTRE CHOIX est le moins tranquille ; il s'agit d'agir nous-même, d'inciter ceux qui sont révoltés à agir eux-mêmes, et forts de leur capacité d'intervention

de se regrouper pour une plus grande efficacité.

Dans la situation présente, nous ne voulons pas agir en tant que nationalistes ; nous ne voulons pas spécialement la libération d'un pays opprimé par le fascisme pour tomber dans le piège d'une autre oppression.

Nul ne peut nous rétorquer qu'il s'agit d'un problème purement espagnol et s'en décharger ainsi, en poussant de petits cris indignés sur le fascisme !

Nous n'agissons pas non plus en tant que «terroristes» par principe.

NOUS PENSONS QUE :

- celui ou celle qui exprime sa pensée profonde ...
- celui ou celle qui défend sa vie par n'importe quels moyens ...
- ceux qui se battent contre leurs patrons ...
- ceux qui attaquent les intérêts du capitalisme dans l'une ou l'autre de ses institutions ...
- ceux qui, d'une manière ou d'une autre, contribuent à détruire ce qui nous empêche de vivre ...

AGISSENT DANS LE MEME SENS QUE NOUS !

Le seul but authentiquement juste pour nous :

la conquête de notre autonomie (responsabilité et prise en charge de notre existence) et la lutte constante pour notre survie.

NOUS SAVONS QUE :

C'est la démarche et le but de nos camarades arrêtés, en Espagne et en France, et leur action fait partie d'une lutte qui continue.

EN CONCLUSION :

NOUS NE NOUS RECLAMONS

- D'AUCUNE LIBERATION NATIONALE.
- D'AUCUN «FRONT» DE SOLIDARITE.
- D'AUCUN PARTI, NI D'AUCUNE ORGANISATION ETIQUETES.
- D'AUCUNE IDEOLOGIE QUI SE PRETEND LA VRAIE.

NOUS APPELONS :

- A LA DESTRUCTION DE TOUS LES JOUGS.
- A LA DEMYSTIFICATION DE TOUS LES PIEGES.
- ET A LA PRISE EN MAIN DE TOUS LES MOYENS NECESSAIRES POUR CELA

EX-MIL ET GROUPES AUTONOMES D'INTERVENTION.

**por los consejos obreros
por el comunismo libertario
por la auto-organización de
la lucha de clase
por la autogestión**

a la huelga insurreccional

viva la anarquía



achevé d'imprimer
en février 74
imp. édit 71 paris